

## **Réponse au questionnaire de la Coordination SUD**

Est-il besoin de le dire, la solidarité internationale est au cœur de nos idées, de nos préoccupations et aussi de notre politique. Cela d'autant que nous militons dans une veille puissance impérialiste qui a un lourd passé colonial. La question de ce qu'il est convenu d'appeler les rapports Nord-Sud, bien qu'elle ne soit pas, pour l'essentiel, une question géographique, reste dominée par ce passé. Il serait plus juste de parler de rapports entre puissances dominantes et pays dominés, une sorte de néocolonialisme financier qui perpétue les vieux rapports d'exploitation et de pillage par le biais du marché mondial soumis aux intérêts des multinationales.

Nous dénonçons ces rapports et militons pour une coopération entre les peuples. Nous militons pour une autre Europe qui ne soit pas au service de ces multinationales, une Europe des travailleurs et des peuples qui agissent pour construire cette coopération avec les pays dominés afin de rompre le cycle infernal du sous-développement.

Ce que l'on appelle aujourd'hui coopération n'est qu'une aide dérisoire à des régimes corrompus ou un échange inégal qui profite aux plus puissants.

Changer cet état de fait passe par une mobilisation des principaux intéressés, les travailleurs et les peuples, ceux qui n'ont aucun intérêt à perpétuer cette situation aux conséquences dramatiques.

Conquérir des droits démocratiques et sociaux signifie construire un nouveau rapport de force. A l'heure de la crise mondiale qui exacerbe les tensions internationales et sociales, cette perspective posent nécessairement la question du pouvoir, qui dirige pour le compte de qui ?

Le problème du réchauffement climatique pose la nécessité de la coopération internationale en des termes qui contestent l'économie de marché. La gouvernance mondiale sans laquelle il ne peut y avoir de réelle réponse, à long terme, à cette question veut dire une planification, un contrôle de la production et des échanges pour imposer une régulation en fonction des besoins humains et non ceux des multinationales.

Les réponses urgentes aux besoins des populations, aux drames dont souffre la société, aux menaces pour l'avenir passe par une nécessaire intervention des populations qui auront à construire de nouvelles institutions qui leur garantissent le droit de contrôler et de décider. Cela est vrai pour que puisse naître une réelle Europe qui soit autre chose que un marché unique, cela est vrai aussi pour que puisse se construire un nouveau droit international fondé sur le respect des droits des peuples et leur coopération.